

On ne doit pas oublier que, dans le comté de Pictou, où il y avait eu jadis quelque mécontentement, à ce sujet, mes amis m'y ont appelé, l'été dernier, pour diriger nos forces, et après avoir été soumis à tout ce que l'on avait, à débiter contre moi dans un milieu où mon passé était le mieux connu, les électeurs indépendants du grand comté de Pictou ont élu, pour les représenter dans cette Chambre, un monsieur qui ne s'était pas encore fait connaître dans la vie politique, de préférence à un homme populaire et de talent, M. Carmichael, qui avait pendant longtemps représenté ce comté.

Je donne ces faits comme preuve que ces messieurs ont complètement échoué dans la Nouvelle-Ecosse, dans leur tentative d'exciter aucun antagonisme contre moi, ou de porter atteinte à l'honorable, la fière et triomphante position que j'occupe comme représentant de cette province, et ces messieurs sont maintenant indignes de la position qu'ils occupent, en osant remuer comme ils le font un passé qui remonte jusqu'à 1866, pour m'assaillir.

Je les défie de demander une enquête sur ma conduite comme ministre ou comme homme public au sujet d'affaires qui sont connues dans cette Chambre et dans le pays.

Maintenant, M. l'Orateur, je puis dire, au sujet de mon ami, M. McLellan, que ce fut un sujet d'orgueil pour moi que de trouver à mes côtés mon ancien et opiniâtre adversaire, pendant plusieurs années, Joseph Howe, comme c'est encore un sujet d'orgueil et de satisfaction pour moi de savoir qu'ayant adopté une ligne de conduite droite depuis le commencement, d'anciens adversaires réformistes de la Nouvelle-Ecosse, qui m'ont combattu avec beaucoup d'acharnement, peuvent maintenant siéger dans le cabinet avec moi dans les intérêts du pays.

La ligne de conduite tenue par les pseudo-réformistes du Canada, le manque de sincérité qu'ils montrent, a fait sortir de leurs rangs MM. McLellan et Howe, et c'est également un sujet de satisfaction pour moi de savoir que nous avons été capables de nous rencontrer sur un terrain commun, et de remplir les devoirs respectifs qui nous incombent en matière d'intérêts publics. M. Archibald a été mentionné; mais longtemps après les circonstances auxquelles il a été fait allusion, l'honorable monsieur qui en a parlé, savait que M. Archibald, avait, sous sa propre signature, affirmé qu'il n'avait jamais eu, pour un moment, l'intention de m'attribuer rien qui pût porter atteinte à l'honorabilité de mon caractère. Cet honorable monsieur sait très bien que le fait même de l'association de ces messieurs de la Nouvelle-Ecosse avec moi prouve, de la manière la plus claire et la distincte, qu'ils me croient digne de leur confiance ainsi que de celle du public.

Mais, M. l'Orateur, de quelle part ces accusations d'inconséquence nous viennent-elles? Quels sont ceux qui, dans ce dix-neuvième siècle, oseront venir devant cette Chambre nous parler d'inconséquence, parce que des hommes publics qui se sont combattus, auront jugé à propos de se rapprocher dans l'intérêt public? Ces accusations viennent-elles de députés dont la position leur permette de lancer la première pierre? Oublient-ils que celui qu'ils ont voué, de concert avec leur presse, à l'exécration publique, qu'ils ont dénoncé d'une extrémité à l'autre, a été reçu par eux-mêmes, à bras ouverts, et que ses offenses furent pardonnées du moment qu'il devint leur ami ou leur associé? Ne savent-ils pas que si jamais un parti d'hommes a varié en matière de principes, ce sont eux-mêmes lorsqu'ils ont toujours penché vers le côté où les poussaient leurs intérêts personnels?

Ce sont des hommes, qui, n'ayant pu obtenir la confiance du peuple de ce pays, ne se sont jamais fait scrupule de s'allier au premier venu, quelle que fût la violence avec laquelle ils l'avaient attaqué. Ils ont à choisir l'un ou l'autre tranchant du dilemme: ou ils sont prêts à s'associer à n'importe quel homme, quelque compromis que soit son passé, ou ils démontrent qu'ils ont, dans un but personnel et de parti, vilipendé tous ceux qui se sont opposés à eux. Mais, M. l'Orateur, je ne suis pas surpris, que, piqués comme ils

le sont par leurs défaites, ayant essayé leurs forces au pouvoir et n'ayant montré qu'impuissance, ayant parcouru le pays du nord au sud, de l'est à l'ouest, ils reviennent ici non pour s'occuper des intérêts publics ou des affaires soumises à cette Chambre, mais pour donner cours au spleen amer dont ils souffrent en conséquence de leurs défaites. Je félicite l'honorable député, qui a commencé l'attaque, aujourd'hui, du courage qu'il montre si tard. Je suis content de voir que cet honorable député que je n'ai pu amener à me rencontrer devant le public pour discuter ces questions, tandis qu'il parcourait le pays pendant la dernière vacance, pour capter sa confiance, que celui qui n'a pu trouver assez de courage pour une telle rencontre, ait enfin réussi à puiser dans les colonnes de l'organe de son parti, la hardiesse de m'attaquer sur un fait arrivé en 1866 dans la Nouvelle-Ecosse.

Je félicite encore une fois l'honorable député de son grand courage; mais, M. l'Orateur, je puis lui dire qu'il n'y a pas un homme qui se soit dégradé comme lui pour obtenir le pouvoir dans l'Ontario. Je lui dirai qu'il reste convaincu du fait d'avoir acheté l'un des ministres du gouvernement auquel il était opposé. Tant que cet honorable député vivra, il aura à rendre compte de ces deux mots du fameux billet: "Parlez maintenant." Il donnerait, j'en suis sûr, tout ce qu'il possède pour bannir de son esprit le souvenir de ces deux mots, qui l'accusent d'avoir, comme homme public, oublié non-seulement ce qui est dû à un collègue, mais encore ce que des hommes d'honneur se doivent entre eux, lorsqu'il est allé à l'un des membres du ministère, dont il était l'adversaire et lui a proposé un marché honteux, qui devait ensuite être récompensé par la plus haute position judiciaire dans ce pays, et ce marché, je le répète avait le mobile le plus vil que l'on puisse imaginer.

En conclusion, je dirai à l'honorable monsieur que sur cette question, devant cette Chambre maintenant, ou sur toute autre relative aux affaires publiques du pays soit dans ma propre province, où ma conduite comme ministre et comme citoyen a reçu cet appui, cette approbation constante que peu d'hommes publics appartenant à cette Chambre ont eux-mêmes reçue, soit ailleurs, je suis prêt à le rencontrer, et je le défie d'avoir à me rencontrer où et quand il le voudra, et il me trouvera toujours prêt au combat.

M. HUNTINGTON. Je pense, M. l'Orateur, que la Chambre s'est aperçue que l'honorable monsieur qui vient de parler est sorti, quelque peu, du sujet. Il paraît d'abord supposer que quelque chose d'extraordinaire a été fait en attirant l'attention de la Chambre sur les déclarations jadis faites par l'honorable député, qui a été récemment importé dans cette Chambre comme ministre.

Or, M. l'Orateur, je ne crois pas que ce soit étrange. C'est simplement naturel que l'on ait demandé, quand M. McLellan a été nommé président au conseil, qui il était.

Je ne pense pas qu'il soit étrange que d'honorables députés se soient demandés avant toute autre chose, d'où il venait? Et ils ont trouvé qu'il venait de la Nouvelle-Ecosse. Ils se sont souvenus qu'il n'y a pas un grand nombre d'années, il s'était présenté dans cette Chambre, avec cet esprit d'amertume dont l'honorable ministre s'est vanté de l'avoir délivré depuis. Ils se sont souvenus que l'honorable monsieur, quand il est venu ici, protesta au nom de la Nouvelle-Ecosse, qui l'avait envoyé comme l'un de ses représentants, contre la politique que l'honorable ministre des Chemins de fer avait soutenue, politique au moyen de laquelle il avait troqué et vendu les droits de la Nouvelle-Ecosse pour son propre avancement. Il est naturel que l'honorable député de Huron-Centre (sir Richard J. Cartwright), s'enquière si ce ministre est le même M. McLellan? Un peu plus tard, on l'a vu changer d'opinions. Pourquoi? On ne le sait pas et les motifs sont insaisissables; mais vous l'avez vu traverser le parquet de cette Chambre et prendre une position qui rend vraisemblable la supposition qu'il a livré ses convictions au ministre des Chemins de fer pour accepter une